

Passer des Dialogues aux actes

Actes des dialogues pour la biodiversité

Boîte à outils de la société civile du Québec pour s'appropriier les enjeux écologiques et environnementaux



#Dialoguesclimat2022



Partenaires des Dialogues pour la biodiversité

NOS PARTENAIRES



LES DIALOGUES
POUR LE CLIMAT



Toute l'équipe des Dialogues pour le climat tient à offrir ses remerciements à tous ses partenaires qui, par leur soutien, ont rendu possible la réalisation de l'initiative.

Ce projet a été réalisé avec l'appui financier de :
This project was undertaken with the financial support of:



Environnement et
Changement climatique Canada

Environment and
Climate Change Canada

Environnement,
Lutte contre
les changements
climatiques,
Faune et Parcs

Québec 



sitka foundation

Équipe de coordination

Gaïa Febvre

Chargée de l'engagement
communautaire au Projet de la
réalité climatique Canada



Audrey-Jade Bérubé

Chargée de projet Aires
protégées et Forêts à
Nature Québec



Marianne Caouette

Chargée de projet Biodiversité et
Forêt à Nature Québec



Léa Vandycke

Coordinatrice des
Dialogues pour le climat



Les visages des Dialogues



Catherine Gauthier



Marie-Hélène Lafond



Anne-Céline Guyon



Shanice Mollen-Picard



Marouane Joundi



Thibault Rehn



Patrice Couture



Caroline Olsen



Caroline Le Meaux



Délégation RDC du Congo



Hubert Pelletier



Patrick Rondeau



Michael Zelniker



Kolan Bharat Reddy



Amberly Quakegesic



Arnaud Champalbert



Maikel R. Lieu-Kie-Song



Isabelle Ménard



Eliane Grant



Baudouin Kutuka



François Dufresne



Chloé Debyser



Pernilla Talec



Benoît Limoges



Rémi Lemieux



Amandine François



Geneviève Talbot



Samuel E. Mawusé Hountondji



Serge Giard



Diego Creimer



Caroline Brouillette



Gabriel Marquis



Catherine Houbart



Hugo Séguin



Isabelle Joannette



Dominique Gravel



Andréanne Grimard



Alice Chipot



Alain Branchaud



Marie-Josée Hélie



Laure Waridel



Yenna Vega Cárdenas



Karel Mayrand



Dolorès André et Anne-Marie



Catherine Perrin



Ministre Benoit Charette



Virginie Dufour



Alejandra Zaga-Mendez



Joël Arseneau

Objectifs & Principes

1. Soutenir un dialogue intersectionnel et intergénérationnel pour rehausser l'ambition des États, des États fédérés comme le Québec, des villes et des régions

2. Favoriser la participation de la société civile québécoise à la CdP-15 et engager les citoyennes et les citoyens vers l'appropriation des enjeux écologiques à leur échelle

3. Mettre en valeur les savoirs et les expertises de la société civile en matière de perte de biodiversité

- La diversité de la programmation pour favoriser l'inclusion et une perspective de justice climatique.

- L'accessibilité à l'événement pour les personnes ayant des difficultés à joindre un événement virtuel. Des activités principalement en français, mais avec une possibilité d'inclure les communautés anglophones.

- La gratuité pour participer activement aux rencontres.

4. S'inscrire dans une perspective de démocratie participative encourageant la cocréation

5. Mettre en évidence l'interrelation entre les négociations écologiques internationales et les niveaux d'action: de l'international au local

6. Faire entendre la voix de la société civile

Les chiffres clefs



Programmation des dialogues pour la biodiversité

Mardi 06

dec

Les Dialogues se poursuivent : Grand lancement des Dialogues pour la biodiversité

p. 09

Mercredi 07

dec

Ciné-discussion : Au bout du rouleau - une histoire d'amour boréale

p. 10

Vendredi 09

dec

Protéger les poumons verts de la planète : vecteur de solutions aux enjeux de la biodiversité et du climat

p. 11

Lundi 12

dec

Biodiversité et développement économique : quel rôle pour la transition juste ?

p. 12

Mardi 13

dec

Parlons pollution, parlons solutions

p. 13

Mercredi

14 dec

Protection et restauration des terres et des océans

p. 14

Biodiversité et résilience aux changements climatiques

p.15

L'importance de bien communiquer les résultats de la Cdp15

p. 16

Jeudi 15

dec

Financement pour la biodiversité

p. 17

Vendredi

16 dec

Le rapport entre l'humain et la nature : un changement de paradigme nécessaire ?

p. 18

Événement de clôture : la mise en oeuvre du cadre mondial au Québec

p. 19



Catherine Gauthier
 Experte sur les enjeux liés au climat et à l'environnement & professionnelle de recherche à l'Université de Sherbrooke



Marie-Hélène Lafond
 Conseillère principale en dialogue et affaires publiques chez Fondation



Anne-Céline Guyon
 Chargée de projet climat chez Nature Québec



Shanice Mollen-Picard
 Conseil des Innu de Ekuanitshit



Marouane Joundi
 Chargé de projet à la Fondation Rivières

Mardi 06 décembre

Les Dialogues se poursuivent : Grand lancement des Dialogues pour la biodiversité

Après une deuxième édition réussie des Dialogues pour le climat et à l'occasion de la **15^{ème} Conférence des Parties (CdP-15) à la Convention sur la diversité biologique des Nations unies**, l'équipe des Dialogues pour le climat ainsi que Nature Québec et le Collectif COP15 ont souhaité organiser les Dialogues pour la biodiversité. L'initiative propose une multitude de panels intersectoriels durant les deux semaines de la CdP-15 afin d'**impliquer et sensibiliser la société civile du Québec aux grands enjeux de négociation**.

La CdP-15 a débuté à Montréal au début décembre 2022, alors que la 27^{ème} CdP de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) venait tout juste de se terminer à Sharm-el-Sheikh en Égypte. Parce qu'elles partagent les mêmes causes sous-jacentes, il est apparu primordial de faire le pont entre ces deux CdP. Le secteur financier reste présent sur ces deux thématiques puisqu'il est responsable de fournir les fonds nécessaires pour financer les projets visant à réduire les émissions de GES et à adapter les communautés aux effets déjà en cours des changements climatiques.

Lors de cette 15^{ème} Conférence des Parties, **un cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020** sera normalement adopté après avoir accusé un certain retard à cause de la crise sanitaire. Sont attendus des objectifs chiffrés ambitieux, notamment au niveau du secteur financier, mais aussi un certain leadership de la part du Canada. La société civile du Québec devra se mobiliser pendant la CdP mais aussi après, car suite à l'adoption du cadre mondial viendra le temps de l'implémentation par nos gouvernements.

Chiffres clefs

- La première CdP biodiversité a eu lieu en 1995 à Nassau, aux Bahamas;
- Les CdP biodiversité ont lieu tous les deux ans;
- 196 pays ont signé la Convention sur la diversité biologique (CDB);
- La CdP-15 a été reportée en raison de la pandémie et accuse un retard de 2 ans dans l'adoption du cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020.

Pour aller plus loin

Lancement du Collectif COP 15

C'est quoi la cdp 15 - Nature Québec

Biodiversité et climat : même combat !
Réseau Action Climat France



Michael Zelniker
Réalisateur du documentaire "Au bout du rouleau - une histoire d'amour boréale"



Amberly Quakegesic
Brunswick House, Guardian Program Manager Wahkohtowin development



Isabelle Ménard
Conseillère environnement santé et sécurité, Confédération des syndicats nationaux - CSN

Mardi 7 décembre

Première québécoise du documentaire "Au bout du rouleau - une histoire d'amour boréale"

"Au bout du rouleau - une histoire d'amour boréale" documente l'histoire peu connue de la forêt boréale et des peuples autochtones qui en sont les gardiens depuis des temps immémoriaux. Le film dépeint comment la forêt boréale est coupée à blanc pour la fabrication de papier de toilette et met l'accent sur l'impératif existentiel de sa protection et sa conservation. Raconté par des aîné-e-s et des chef-fe-s de plusieurs communautés autochtones de la région boréale, des scientifiques et des activistes de premier plan, "Au bout du rouleau - une histoire d'amour boréale" crée un **échange intime et franc**, sous la forme d'un cercle de discussion qui aborde les problèmes auxquels nous sommes tou-te-s confronté-e-s. En transmettant leur vision éclairée et plurielle, le documentaire défend l'importance d'amplifier et soutenir les premier-ère-s gardien-ne-s de la forêt boréale.

Chiffres clefs

- Le Canada renferme 28% de la zone boréale du monde;
- Les bénéfices d'une forêt boréale intacte sont évalués à 1 000 milliards de dollars, tandis que seulement 25 milliards en sont tirés en exploitation des ressources;
- Au Canada, 70% des communautés autochtones vivent dans des régions forestières;
- La zone boréale abrite 150 espèces d'oiseaux, soit la moitié des espèces d'oiseaux au Canada.

Pour aller plus loin

Bande annonce du film documentaire "The Issue with Tissue" de Michael Zelniker

Canadian boreal forests and climate change mitigation, 2013

Indigenous peoples : Defending an Environment for all, International Institute for Sustainable Development (IISD), avril 2022

Les perles

"What we do to our lands, we do it to ourselves" / "Ce que nous faisons à nos terres, nous le faisons à nous-mêmes." Michael Zelniker





Baudouin Kutuka
Cofondateur et Directeur
général du Partenariat pour le
développement des
communautés



**Délégation République
démocratique du Congo**



Diego Creimer
Directeur, Finance et
Biodiversité pour la Société
pour la nature et les parcs
(SNAP Québec)



Gaïa Febvre
Chargée de l'engagement
communautaire à Projet de la
réalité climatique Canada



Disponible
en anglais

Vendredi 9 décembre

Protéger les poumons verts de la planète : vecteur de solutions aux enjeux de la biodiversité et du climat

La République démocratique du Congo (RDC), au sein de ses forêts tropicales, abrite une **biodiversité riche et variée**, avec de nombreuses espèces endémiques, c'est-à-dire qui ne se trouvent nulle part ailleurs dans le monde. Les parcs nationaux de la RDC, tels que la réserve de faune de Virunga et la réserve de faune de Kahuzi-Biega, sont des sites importants pour la conservation de la biodiversité, notamment des gorilles de montagne et des éléphants de forêt. Du point de vue de la transition énergétique, la RDC est un véritable paradis pour l'électricité verte avec un fort potentiel hydroélectrique et autres formes d'énergies renouvelables. De plus, le pays regorge de minerais stratégiques, tels que le cobalt, le coltan, qui sont utilisés pour les batteries qui stockent l'énergie solaire ou les batteries utilisées dans l'industrie automobile.

Ainsi, sa forêt, son potentiel hydroélectrique et ses minerais permettent à la RDC d'être présenté comme un pays solution. La conversation a permis aux participant·e·s de se pencher plus particulièrement sur la protection de la forêt du bassin du Congo.

La protection de ces forêts représente à la fois **une solution naturelle à la lutte contre le réchauffement climatique et le déclin de la diversité biologique**. Cependant, sans l'appui des pays développés - qui ont une responsabilité historique dans ces deux crises - les pays à revenus faibles ou intermédiaires, comme la République du Congo, se retrouvent déchirés entre la protection de l'environnement et le développement de leur économie à travers l'exploitation de leurs ressources naturelles. En effet, une réelle question se pose : est-il légitime de demander aux pays africains de ne pas exploiter leurs ressources en hydrocarbure dans le sol alors même que les pays développés continuent de les exploiter ? Ce qui est certain, c'est que nous avons besoin d'une collaboration mondiale pour des objectifs de conservation ambitieux.

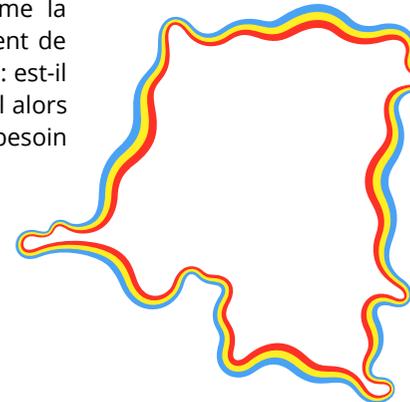
Les perles

"La paix est une condition essentielle de la protection de la biodiversité" - Délégation de la RDC

"La biodiversité de la République Démocratique du Congo sert à toute la planète" - Délégation de la RDC

Chiffres clefs

- La forêt tropicale de l'Afrique centrale abrite environ 10% de toutes les espèces de plantes et d'animaux de la planète;
- La forêt tropicale de l'Afrique centrale est également l'un des derniers bastions de nombreux grands animaux tels que les gorilles de plaine et de montagne, les chimpanzés et les éléphants de forêt;
- 10 % des 2 471 espèces indigènes d'amphibiens, d'oiseaux et de mammifères de l'Afrique centrale et de l'Ouest sont menacées d'extinction.



Pour aller plus loin

LES FORÊTS DU BASSIN DU CONGO - ETAT DES FORÊTS 2021 de l'OFAC

État des aires protégées d'Afrique Centrale 2020



Patrick Rondeau
Conseiller syndical -
Environnement et Transition
juste à la FTQ



Kolan Bharat Reddy
Interim Coordinator - CBD
Alliance



Arnaud Champalbert
Vice-président - Affaires publiques et
gouvernementales, Conseil du
patronat du Québec



Maikel R. Lieu-Kie-Song
Organisation internationale
du travail



Caroline Le Meaux
Responsable de la recherche
ESG, l'engagement
actionnarial et la politique de
vote d'Amundi

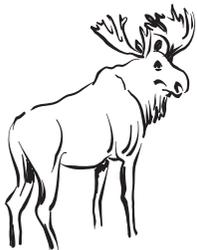


Disponible
en anglais

Lundi 12 décembre

Biodiversité et développement économique : quel rôle pour la transition juste ?

D'après la définition donnée par l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS) en 2020, la transition juste est un concept qui vise à garantir que **les transformations économiques et sociales nécessaires pour atteindre un modèle de société sobre en ressources naturelles, en énergie et en carbone satisfaisant de manière durable les besoins des citoyen-ne-s** se déroulent de manière équitable pour tous les groupes de la société. Il s'agit d'un projet collectif permettant de répondre simultanément aux deux plus grands défis de ce siècle : la protection de l'environnement et la justice sociale.



Le Caribou forestier au Québec

L'exemple du caribou forestier au Québec est parlant : il s'agit d'une problématique à la fois simple, puisqu'il s'agit simplement de protéger une espèce menacée d'extinction, et à la fois complexe puisque des milliers de québécois-e-s dépendent de l'activité économique à l'origine du déclin du caribou : la foresterie. À partir de cet exemple, on se rend compte que le déclin du caribou forestier au Québec n'est plus seulement une problématique environnementale, mais aussi socio-économique.

Pistes des solutions pour favoriser une transition juste

- **Engagements clairs et ambitieux** : ce sont grâce à des engagements clairs et ambitieux de la part du gouvernement qu'il est possible de modifier la trajectoire et d'agir. Par exemple, dans le contexte de la lutte aux changements climatiques, avant les CdP, nous étions sur une trajectoire de réchauffement de 6°C, alors qu'après nous étions à 4°C. Cette année, nous sommes à 2,8°C;
- **Permettre le dialogue social** car il contribue à construire un consensus sur les objectifs à atteindre et à mettre en place un plan de réalisation de la transition. Pour cela, l'ensemble de la société civile, des communautés locales et des communautés autochtones doivent participer à ce dialogue;
- **Fournir les moyens financiers** aux communautés locales et autochtones pour implémenter les politiques de protection de la biodiversité, mais aussi aux entreprises pour actionner cette transition;
- **Éduquer et sensibiliser** les citoyen-ne-s aux enjeux liés à la perte de biodiversité.

Chiffres clefs

- Le secteur des minéraux assurait en 2017, 634 000 emplois directs et indirects au Canada;
- Le secteur forestier assurait en 2021, 177 693 emplois directs et indirects au Canada.

Pour aller plus loin

[La transition juste au-delà de l'industrie fossile : Piste de réflexion pour la transformation du secteur industriel au Québec. IRIS. Novembre 2022.](#)

[Qu'est-ce que la transition juste, IRIS, Octobre 2020](#)

[Une transition énergétique juste pour le Québec et le Canada, Le Climatoscope, 2022](#)



Eliane Grant
Biologiste de la faune au
département des ressources
naturelles de la Première
Nation Crie de Waswanipi



Thibault Rehn
Cofondateur et
coordonnateur de
l'organisme Vigilance OGM



Patrice Couture
Directeur du Centre de
recherche en écotoxicologie
du Québec (EcotoQ)



Caroline Olsen
Métallurgiste principale pour
SGS Canada Inc. division
Ressources Naturelles à
Québec



Mardi 13 décembre

Parlons pollution, parlons solutions

La pollution est l'introduction dans l'environnement de substances ou d'énergie qui causent un déséquilibre et des dommages à l'écosystème. Elle est causée notamment par des activités humaines telles que l'industrie, l'agriculture, les transports et les déchets. L'introduction de la pollution chimique sur Terre remonte à l'âge industriel qui a débuté au 18ème siècle. À cette époque, les usines ont commencé à utiliser des produits chimiques pour produire des biens manufacturés, ce qui a entraîné une augmentation de la production de polluants. Au cours des années suivantes, l'utilisation de produits chimiques dans l'agriculture, la production d'énergie et d'autres industries a continué à augmenter, jusqu'à devenir un problème majeur.

Les pesticides utilisés dans l'agriculture ont causé des dommages importants à la biodiversité, tandis que les déversements de produits chimiques et les rejets industriels ont contaminé l'air, l'eau et le sol. En plus d'être le secteur le plus émetteur de gaz à effet de serre, **l'agriculture constitue l'un des principaux facteurs de la perte de biodiversité.** La cible 7 du cadre mondial traite spécifiquement de la question de la pollution et des pesticides. Il est inscrit que les États s'engagent à réduire de moitié (au moins) le risque global lié aux pesticides et aux produits chimiques hautement dangereux.

Afin de solutionner convenablement ces problématiques, il convient d'avoir **accès à l'information** concernant l'impact des contaminants dans l'environnement et pour la santé humaine. Un enjeu auquel font face de nombreux chercheur-se-s est le secret industriel. En effet, les entreprises ne sont pas obligées de divulguer la composition exacte de certains produits rejetés dans l'environnement. De plus, les synergies entre les différents contaminants sont toujours très méconnues par la société. Les effets des différents contaminants peuvent se combiner de manière à causer des dommages plus importants que prévu lorsque chaque contaminant est étudié séparément.

SOLUTIONS

1. **Investir dans des projets de recherche** qui mobilisent experts, entreprises et communautés locales afin d'identifier les impacts réels de la pollution sur la biodiversité; ;
2. **Promouvoir la transparence et le partage d'informations** entre les industries et les citoyen-ne-s;;
3. **Promouvoir une meilleure gestion des déchets;**
4. **Sensibiliser, mobiliser et éduquer la population** afin d'encourager l'adoption de pratiques plus respectueuses de l'environnement.

Chiffres clefs

- Selon l'Agence de protection de l'environnement des États-Unis (EPA), environ 4,1 milliards de tonnes de produits chimiques ont été produits dans le monde en 2018.
- Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), environ 8,3 millions de décès par an sont dus à la pollution de l'air intérieur et extérieur, y compris les polluants chimiques.

Pour aller plus loin

[Printemps silencieux de Rachel Carson](#)

["Des Rachel qui changent le monde " Balado de Vigilance OGM](#)



Hubert Pelletier
Directeur de Conservation de
la Nature Canada - volet
Québec



François Dufresne
Président de Forest
Stewardship Council Canada



Chloé Debyser
Directrice Zones clés pour la
biodiversité de Wildlife
Conservation Society Canada



Pernilla Talec
Coordinatrice aux changements
climatiques au Gouvernement
de la Nation Crie



Benoît Limoges
Directeur IFLR / Leader
biodiversité de Viridisterra



Rémi Lemieux
Chef d'équipe au Bureau de projet
de la trame verte et bleue de la
Communauté métropolitaine de
Montréal



Mercredi 14 décembre

Protection et restauration des terres et des océans

La protection et la restauration des terres et des océans est un enjeu global devenu crucial. Alors que la cible 3 du Cadre mondial pour la biodiversité impose de **protéger 30% du territoire d'ici à 2030**, il convient de se questionner sur les moyens à notre disposition pour atteindre cette cible sur notre territoire. Grâce aux différentes catégories d'aires protégées de l'UICN, il existe une mosaïque d'outils et il convient de choisir l'outil adapté à un site en particulier. Il n'y a pas de réponse unique. Alors que 22,3% de son territoire est mis en protection actuellement, la Communauté Métropolitaine de Montréal (CMM) a choisi de faire sien l'objectif du 30% d'ici 2030.

Le processus de mise en protection d'un territoire est important. Tout d'abord, les peuples autochtones et les communautés locales doivent être parties prenantes du processus. Pour cela, il est nécessaire de leur fournir le temps et les ressources nécessaires afin qu'elles puissent contribuer adéquatement au projet. Enfin, il est essentiel de coupler les **savoirs traditionnels aux savoirs scientifiques**.

Les **Zones Clefs pour la biodiversité (ZCB)** sont des sites de grande importance pour la biodiversité qui sont utilisés pour guider l'expansion des aires protégées. Les ZCB constitue un outil extrêmement intéressant puisqu'il s'agit du seul système mondial d'identification des sites importants pour la biodiversité. Cette standardisation utilise une approche scientifique incluant tous les taxons et tous les écosystèmes. Au sein du cadre mondial pour la biodiversité, les ZCB peuvent être très utiles pour atteindre plusieurs cibles, notamment la cible 1 sur la planification territoriale et spatiale ou la 2 visant à focaliser les efforts de restauration.

La certification FSC (Forest Stewardship Council) est l'une des mesures permettant de **concilier les besoins économiques, écologiques et sociaux liés à la foresterie**. Cette certification attribue une place centrale aux peuples autochtones, qui vient d'ailleurs d'imposer le consentement libre et éclairé de ces peuples au sein des processus décisionnels liés à l'exploitation forestière.

Les perles

"Le mot protection m'a fait penser à l'instinct maternel de vouloir protéger mon enfant. C'est la même chose avec les milieux naturels, on met des balises pour être sûr qu'ils soient en bonne santé." Pernilla Talec

Chiffres clés

- En 2022, 13,5% des aires terrestres et 13,9% des aires marines du territoire canadien sont protégés ;
- Parmi les 100 plus grandes aires protégées, environ 90 se situent au nord et dans les endroits où il y a moins d'urbanisation, d'agriculture et de développement des ressources;
- Le Canada est le deuxième pays du monde pour sa superficie et possède un cinquième de l'eau douce de la planète;
- Le Québec, la Colombie-Britannique et le Yukon sont les seules provinces qui ont atteint les objectifs d'Aichi en protégeant 17 % de leurs aires terrestres.

Pour aller plus loin

Standard mondial pour l'identification des Zones Clés pour la Biodiversité, UICN, 2016

Conservation - Restauration : définitions normalisées

Comment le Canada protège-t-il son territoire et sa biodiversité ? Par Mélanie Meloche-Holubowski, le 12 décembre 2022, Radio-Canada



Amandine François
Coordonnatrice générale de
Victimes des pesticides du
Québec



Geneviève Talbot
Chargée de programme - Pôle Afrique
et spécialiste des systèmes
alimentaires et de la résilience aux
changements climatiques chez SUCO



**Samuel E. Mawusé
Hountondji**
Directeur exécutif de l'ONG
Jeunes Volontaires pour
l'Environnement Bénin



Serge Giard
Président de Victimes des
pesticides du Québec



Isabelle Joannette
Conseillère à l'intégration et à
l'accueil au service des relations
internationales et diplomatiques à
l'UQAM



Mercredi 14 novembre

Biodiversité et résilience aux changements climatiques

La crise de la perte de biodiversité et la crise climatique sont étroitement liées et ont toutes deux des impacts importants sur l'environnement et les sociétés humaines. Il est donc essentiel de traiter ces crises ensemble lors de l'élaboration de politiques publiques ou de mesures de protection de la biodiversité.

Donner la voix aux citoyen-ne-s peut améliorer notre résilience aux crises écologiques et environnementales de différentes manières:

- Les citoyen-ne-s ont souvent une **connaissance approfondie de leur environnement local et des ressources naturelles**; ainsi, ils-elles peuvent aider à identifier les problèmes et les opportunités pour la conservation de la biodiversité et l'adaptation aux changements climatiques;
- Ils-elles peuvent améliorer la **légitimité et la durabilité des politiques et des projets** visant à protéger l'environnement et à réduire les risques de conflits liés à l'utilisation des ressources naturelles;
- Les citoyen-ne-s peuvent également jouer un rôle important dans la **sensibilisation** à l'importance de la conservation de la biodiversité et de la lutte et adaptation aux changements climatiques.



Impliquer les femmes

Les femmes devraient être bien plus impliquées dans les processus décisionnels. En effet, en plus d'être vulnérables à la perte de biodiversité, les femmes jouent souvent un rôle clé dans la gestion des ressources naturelles et dans la préservation de la biodiversité, en particulier dans les communautés rurales et autochtones. Les femmes ont souvent des connaissances et des pratiques traditionnelles essentielles pour la préservation des écosystèmes. La cible 22 du cadre mondial pour la biodiversité vise à assurer l'adoption de pratiques inclusives dans la prise de décision, l'accès à la justice et l'accès à l'information.

Le cas des pesticides

Les pesticides sont des produits chimiques utilisés pour contrôler les organismes nuisibles dans l'agriculture. Bien qu'ils aient été conçus pour protéger les cultures, ils ont également des impacts négatifs importants sur la biodiversité et la santé humaine. **Le Canada est un producteur de pesticides de grande importance** pour l'agriculture canadienne, en particulier pour les cultures comme le blé, le maïs, le soja et le canola. Leur utilisation excessive peut rendre les écosystèmes plus vulnérables aux perturbations climatiques en réduisant la diversité biologique et en perturbant les processus écologiques. Les écosystèmes sains et diversifiés sont plus résilients face aux changements climatiques.

Chiffres clefs

- Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), les pesticides causent environ 200 000 décès par an dans le monde, principalement parmi les travailleur-euse-s agricoles et les habitant-e-s des zones rurales;
- Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), les communautés autochtones et locales détiennent environ 80% des connaissances traditionnelles sur la biodiversité dans le monde;
- Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les systèmes agricoles traditionnels basés sur les connaissances locales sont souvent plus durables et résilients aux perturbations climatiques que les systèmes agricoles modernes.

Pour aller plus loin

Savoirs traditionnels, populations locales et ressources globalisées, PINTON F., GRENAND P.

Biodiversité et Climat, Fondation pour la recherche sur la biodiversité, 2020



Caroline Brouillette
Directrice exécutive par intérim
chez Réseau Action Climat
Canada



Gabriel Marquis
Responsable des
communications chez Nature
Québec



Catherine Houbart
Directrice générale du GRAME et
vice-présidente de la société
québécoise de phytotechnologie



Hugo Séguin
Conseiller à Copticom et enseignant à
l'École de politique appliquée de
l'Université de Sherbrooke



Mercredi 14 novembre

L'importance de bien communiquer les résultats de la CdP 15



La problématique de la perte de la biodiversité a longtemps été dans l'ombre des changements climatiques. Malheureusement, jusqu'à présent, il y a eu **peu d'espace de réflexion** sur la manière de communiquer sur les enjeux de biodiversité. Néanmoins, les citoyen-ne-s semblent être plus sensibles à cette problématique puisque ce sont des enjeux facilement appréhendables que ce soit par espèce, par initiative ou encore par collectivité.

Grâce à la tenue de la CdP-15 à Montréal, nous sommes potentiellement entrés dans un **nouveau paysage communicationnel**. Nous devons maintenir le plus longtemps possible le momentum qui a été créé par cet événement, d'autant plus que les CdP biodiversité ne se produisent que tous les deux ans, ce qui rend plus rares les opportunités de ramener les enjeux de biodiversité au centre des débats politiques.

Afin de profiter de ce momentum, les communicateur-ric-e-s doivent continuer de travailler le narratif. Il est conseillé de communiquer les enjeux de façon plus positive afin d'encourager l'action et la mobilisation citoyenne. L'une des stratégies les plus efficaces pour mobiliser les citoyen-ne-s est de **ramener les cibles du cadre mondial à l'échelle locale**. Par exemple, la communauté métropolitaine de Montréal (CMM) a rapidement communiqué sur la cible du 30% d'aires protégées d'ici 2030 à l'échelle métropolitaine. Enfin, un travail de vulgarisation doit être effectué, notamment pour bien distinguer les CdP biodiversité des autres CdP qui portent le même nom, mais ne traitent pas des mêmes problématiques.

Perles

“Avec le cadre mondial, on dispose d'outils supplémentaires pour tenir les gouvernements imputables mais on est pas obligé d'en avoir un pour faire changer les choses.” - Caroline Brouillette

Chiffres clefs

- Selon une étude de 2017, **moins de 7%** des articles de presse dans les principaux journaux américains ont traité de la biodiversité, et **moins de 2%** des articles de presse dans les principaux journaux européens ont traité de la biodiversité.

Pour aller plus loin

Biodiversité et changement climatique : entre discours du spécialiste et discours vulgarisé. Frédéric Parrenin and Élodie Vargas

La biodiversité : un mot-témoin pour l'analyse du discours. Sandrine Reboul-Touré



Dominique Gravel
Chercheur pour la Chaire de recherche du Canada en écologie intégrative, Université de Sherbrooke



Andréanne Grimard
Directrice de portefeuille d'investissement chez Colibri Catalyst



Alice Chipot
Directrice générale de Regroupement pour la responsabilité sociale des entreprises



Jeudi 15 décembre

Financement pour la biodiversité

La destruction de la biodiversité est un problème majeur qui a des conséquences graves pour l'environnement et pour l'humanité. Malheureusement, certains investissements financiers peuvent contribuer à cette destruction en finançant des activités nuisibles, telles que les industries extractives ou l'agroindustrie. Bien que ces impacts soient encore bien méconnus des investisseur-euse-s, il est temps d'**internaliser les externalités négatives** liées à l'empreinte sur l'environnement des activités financées et de rediriger les flux financiers vers des activités bénéfiques à l'environnement au moyen de normes ou d'indicateurs de biodiversité.

Malheureusement, les investisseur-euse-s perçoivent une **panoplie de risques** à soutenir des projets alignés sur les objectifs de protection de la biodiversité tels que des **risques de performance** pouvant affecter leur rentabilité à court terme, des **risques politiques** lorsque les réglementations gouvernementales sont changeantes ou encore un **risque de réputation**.

Certaines entreprises réalisent des dons pour la biodiversité, également appelés "**compensations écologiques**". Ce sont des contributions financières à des projets bénéfiques pour la biodiversité, tels que des projets de restauration de l'environnement, pour compenser leur impact négatif sur l'environnement et la biodiversité. Ces compensations sont assez mitigées chez les groupes environnementaux. En effet, il est essentiel d'admettre que les comportements nuisibles à l'égard de la nature ne pourront jamais être compensés. Un milieu restauré pour compensation par exemple n'atteindra jamais la qualité et les services écologiques d'un milieu naturel. De plus, ces compensations ne doivent surtout pas être la porte de sortie des entreprises polluantes et remplacer leur effort primordial de **réduction à la source des activités nuisibles** pour la biodiversité.

Que faire ?

- Rendre l'information sur la biodiversité **publique, gratuite et accessible** à tou-te-s, comme l'outil cartographique "Atlas" développé par Biodiversité Québec rassemblant l'ensemble des observations recueillies sur les espèces vivantes du Québec;
- Demander plus de **transparence** sur les investissements de nos institutions financières;
- Appliquer le **principe de précaution** lorsqu'il existe le moindre doute quant à l'impact sur la biodiversité d'une activité, même en absence de données;
- **Sensibiliser les consommateurs** de produits financiers à l'importance de soutenir des investissements durables.

Chiffres clés

- Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), **le financement mondial pour la biodiversité a augmenté de manière significative ces dernières années**, passant de 7,5 milliards de dollars en 2014 à 15,1 milliards de dollars en 2018.
- Selon un rapport de 2020 de l'ONG "Market Forces", les grandes banques mondiales ont investi plus de 1 200 milliards de dollars dans les projets d'exploitation minière, pétrolière et gazière depuis la CdP-21.

Pour aller plus loin

[Aperçu général du financement de la biodiversité à l'échelle mondiale, OCDE, 2020](#)

Les perles

"La meilleure façon de financer la protection de la biodiversité c'est d'arrêter de financer sa destruction." Diego Creimer

"Nous sommes des consommateurs des produits financiers" Alice Chipot



Laure Waridel
Écosociologue, professeure associée à l'Institut des sciences de l'environnement de l'UQAM et co-institutrice de Mères au front



Yenna Vega Cárdenas
Présidente et cofondatrice de l'Observatoire international des droits de la Nature et membre expert du chapitre Harmonie avec la nature de l'ONU



Karel Mayrand
Président-directeur général de la Fondation du Grand Montréal



Dolorès André, chargée de projet pour UAPASHKUUS et **Anne-Marie André**, initiatrice du groupe innu UAPASHKUUS



Alain Branchaud
Directeur général de la SNAP Québec



Vendredi 16 décembre

Le rapport entre l'humain et la nature : un changement de paradigme nécessaire

Nous avons hérité de la pensée occidentale dans notre rapport avec la nature. En effet, cette vision a été influencée par des siècles de **pensée occidentale dominante**, qui a tendance à considérer **l'humain comme étant séparé et supérieur au monde naturel**. Cette perspective s'est développée à partir de la philosophie grecque antique, qui a vu la nature comme une chose à dominer et à utiliser pour les besoins de l'homme. Au cours des siècles, cette perspective s'est renforcée avec l'émergence de la science moderne, qui a vu la nature comme un objet à étudier et à comprendre, plutôt qu'à respecter et à vénérer. Cette perspective a également été renforcée par la révolution industrielle, qui a vu l'humain utiliser de plus en plus les ressources naturelles pour alimenter la croissance économique. Cette perspective a conduit à une exploitation excessive des ressources naturelles, à la destruction de l'environnement et à la perturbation des écosystèmes et doit être remise en question.

Il existe néanmoins des courants de pensée qui s'appuient sur une vision plus holistique de l'environnement, qui considère **l'humain comme un élément d'un écosystème plus vaste**, plutôt que comme une force dominante. En effet, l'être humain est intimement lié à la nature. Depuis des millénaires, **l'humain dépend de la nature pour sa survie**, utilisant ses ressources pour se nourrir, se vêtir et se loger. Aujourd'hui, notre relation avec la nature a évolué, mais elle reste tout aussi importante pour notre bien-être. Parmi les gardien-ne-s de savoir faire et de savoir être permettant une relation plus harmonieuse avec la nature, on retrouve au premier plan les communautés autochtones.

Les peuples autochtones ont maintenu une relation intime et respectueuse du vivant ancré dans un éthos et un système de croyances spirituelles. Cette relation de réciprocité amène des devoirs et des responsabilités, notamment de protéger et de prendre soin de l'ensemble de l'écosystème dont on est issu - la terre, les plantes et les animaux, aussi bien que les êtres inanimés.. Cette relation d'interdépendance à la nature est inhérente à cet éthos.



Chiffres clés

- Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), plus de 55 % de la population mondiale vit en milieu urbain et cette proportion devrait atteindre 68 % d'ici à 2050.

Pour aller plus loin

Appel de Montréal lancé par la ville de Montréal lors de la CdP-15

Les perles

"L'amour est notre arme de construction massive pour le reste du monde" - Laure Waridel

"L'espoir c'est de l'amour projeté dans l'avenir"
Karel Mayrand

"On était heureux car nous étions pauvres ensemble, il n'y a rien qui nous séparait." - Anne-Marie André



Catherine Perrin
Animatrice à Radio-Canada



Ministre Benoit Charette
Coalition Avenir Québec



Virginie Dufour
Parti libéral du Québec,
Mille-Îles



Alejandra Zaga-Mendez
Québec solidaire



Joël Arseneau
Parti Québécois



Marie-Josée Hélie
Parti Conservateur

Vendredi 16 novembre

Événement de clôture : la mise en oeuvre du cadre mondial au Québec

Alors que les 196 pays signataires de la Convention sur la Diversité Biologique s'apprêtent à se mettre d'accord sur le nouveau cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020, le Québec se doit de réfléchir dès maintenant à la mise en œuvre de celui-ci à l'échelle domestique. Ce sont près de **23 cibles** sur lesquelles le Canada s'engage à respecter d'ici 2030. Parmi les cibles, on y retrouve la fameuse cible des 30% d'aires protégées terrestres et marines à atteindre d'ici 2030, la réduction de 50% du risque global lié aux pesticides d'ici 2030 ou encore le devoir des pays développés à fournir aux pays en développement 20 milliards de dollars par an d'ici à 2025 puis 30 milliards par an d'ici à 2030.

Malgré des annonces du gouvernement provincial en matière de protection de la biodiversité, dont le lancement **d'un Plan Nature de 650 millions de dollars** qui s'échelonnait sur 7 ans, le défi pour atteindre ces objectifs est grand. Rappelons-nous qu'aucun des objectifs d'Aichi n'a été atteint durant la période de 10 ans.

C'est pourquoi la société civile se doit de rappeler au gouvernement les engagements qui ont été pris lors de ce sommet. En effet, c'est le **principe d'imputabilité** : les pays signataires de ces accords s'engagent à respecter les termes négociés et à les mettre en œuvre dans leurs propres systèmes juridiques nationaux. Parce que le cadre mondial est non contraignant, il est essentiel que la société civile se mobilise pour faire pression sur les États. Chaque élu·e a pu présenter son point de vue sur le cadre mondial sur la biodiversité et sur les stratégies qu'ils mettraient en place pour atteindre les cibles.

Chiffres clefs

- Adopté par plus de 195 États, le nouveau cadre mondial se décline en 4 objectifs et 23 cibles d'action;
- Le Plan Nature 2030, qui prévoit un montant total de 650 millions de dollars pour atteindre la cible de 30 x 30;
- Le gouvernement fédéral a annoncé un investissement de 227,5 millions de dollars pour la restauration des écosystèmes aquatiques, de même que le financement de la recherche scientifique dans ce domaine, la sensibilisation, et la gestion de ces milieux.

Les perles

"Quand on parle de biodiversité, on parle du vivant, d'un milieu de vie, de la protection des peuples autochtones également". Alejandra Zaga Méndez, députée de Verdun





#Dialoguesclimat2022



**collectif
cop15.org**

générations vivantes



**Nature
Québec**